

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 03117

Numéro SIREN : 531 680 445

Nom ou dénomination : TOTAL MARKETING FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 12/06/2018 sous le numéro de dépôt 15291



Total Marketing France

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Total Marketing France

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Total Marketing France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Total Marketing France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 mars 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Frédéric Lachmann

BILAN

En Milliers d'euros

ACTIF	2017			2016
	BRUT	AMTS et PROV.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles:</u>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	19 139	-18 871	268	377
Fonds commercial (1)	78 283	-75 029	3 254	3 437
Immobilisations incorporelles en cours	750		750	
Autres immobilisations Incorporelles	307	-21	286	
<u>Immobilisations corporelles:</u>				
Terrains	154 786	-35 147	119 639	116 313
Constructions	1 611 887	-1 086 671	525 216	502 885
Installations techniques mat. et outillage industriels	825 405	-612 904	212 501	216 652
Autres	154 704	-129 733	24 971	22 731
Immobilisations corporelles en cours	73 322		73 322	82 734
Avances et acomptes	144		144	371
<u>Immobilisations financières (2) :</u>				
Participations	572 397	-83 670	488 727	568 813
Créances rattachées à des participations	5 207	-1 647	3 560	3 295
Prêts	9 217		9 217	9 996
Autres	19 418		19 418	21 962
TOTAL I	3 524 966	-2 043 693	1 481 273	1 549 566
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks et en-cours</u>				
Matières premières et autres approv.	3 898	0	3 898	2 634
Produits intermédiaires et finis	531 415	-35	531 380	469 075
Certificats d'économie d'énergie	97 999		97 999	121 892
<u>Créances (3) :</u>				
Créances clients et comptes rattachés	1 226 847	-9 356	1 217 491	1 204 661
Autres	890 090	-44	890 046	254 662
<u>Valeurs mobilières de placement:</u>				
Disponibilités	367 031		367 031	262 946
<u>Comptes de Régularisation</u>				
Charges constatées d'avances	4 445		4 445	9 280
TOTAL II	3 121 725	-9 435	3 112 290	2 325 150
Ecart de conversion Actif	2 901		2 901	
TOTAL GENERAL (I+II)	6 649 592	-2 053 128	4 596 464	3 874 716

(1) Dont droit au bail 1 266
(2) Dont à moins d'un an 2 927
(3) Dont à plus d'un an -

PASSIF	2017	2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :390 554K€)	390 554	390 554
Prime d'émission, de fusion, d'apport	516 350	516 350
Ecarts de réévaluation		
Réserves:		
Réserves légales	39 055	39 055
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		897
Résultat de l'exercice	267 927	176 744
Dividendes versés		
Avances sur dividendes		-119 093
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées	80 938	64 952
TOTAL I	1 294 824	1 069 459
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	10 408	9 350
Provisions pour charges	72 045	57 455
TOTAL II	82 453	66 805
DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION (1):		
Emprunts et dettes auprès établs crédits (2)	525 986	70 905
Emprunts et dettes financières diverses	155 657	144 225
Compte Courant Groupe		233 480
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 389 480	1 175 721
Dettes fiscales et sociales	1 065 860	1 029 771
Dettes s/immob. et comptes rattachés	56 574	59 462
Autres dettes	260	1 235
Produits constatés d'avances	22 469	23 653
TOTAL III	3 216 286	2 738 452
Ecarts de conversion PASSIF (IV)	2 901	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	4 596 464	3 874 716

(1) dont à plus d'un an

155 648

144 225

(2) dont concours bancaires courants et soldes
crédeurs des banques

525 985

70 905

COMPTE DE RESULTAT

En Milliers d'euros

	2017	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	19 096 528	17 087 356
Production vendues (biens et services)	1 962 343	1 872 556
Montant net du chiffre d'affaires	21 058 871	18 959 912
Production immobilisées		
Subventions d'exploitation	113	6
Reprises sur provisions (et amortissements) transferts de charges	84 416	35 662
Autres produits	5 732	4 296
TOTAL I	21 149 132	18 999 876
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-69 143	-83 157
Variation de stock	-84 648	-11 493
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-11 007 860	-9 622 651
Variation de stock	63 518	31 804
Autres achats et charges externes	-1 227 974	-1 276 593
Impôts taxes et versements assimilés	-8 223 551	-7 496 529
Salaires et traitements	-77 872	-79 084
Charges sociales	-41 324	-42 728
Dotations aux amortissements et provisions		
sur immobilisations: dotations aux amortissements	-142 845	-135 640
sur immobilisations: dotations aux provisions	-1 231	-747
sur actif circulant: dotations aux provisions	-3 498	-63 375
pour risques et charges: dotations aux provisions	-33 808	-23 054
Autres charges	-21 099	-24 119
TOTAL II	-20 871 335	-18 827 366
RESULTAT D'EXPLOITATION (I+II)	277 797	172 510
Quote part de résultat sur opérations faites en commun:		
Bénéfice attribué (III)	314	793
Perte supportée (IV)		

	2017	2016
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	88 404	66 868
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	56	17
Autres intérêts et produits assimilés	756	738
Reprises sur provisions et transferts de charges	500	687
Différences positives de change	28 254	27 898
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (V)	117 970	96 208
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et provisions	-1 593	-763
Intérêts et charges assimilés	-3 277	-3 052
Différences négatives de change	-29 705	-27 137
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL (VI)	-34 575	-30 952
RESULTAT FINANCIER (V + VI)	83 395	65 256
RESULTAT COURANT avant impôts (I+II+III+IV+V + VI)	361 506	238 559
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 401	2 664
Sur opérations en capital	144 441	30 132
Reprise provision pour fluctuation des cours		
Reprise sur provisions et transferts de charges	9 168	8 281
TOTAL (VII)	155 010	41 077
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-478	-4 966
Sur opérations en capital	-92 525	-5 201
Dotations aux amortissements et provisions	-24 174	-29 180
Dotations provisions pour fluctuation des cours (réglementé)		
TOTAL (VIII)	-117 177	-39 347
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII + VIII)	37 833	1 730
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (x)	-131 412	-63 545
TOTAL des PRODUITS (I+III+V+VII)	21 422 426	19 137 954
TOTAL des CHARGES (II+IV+VI+IX+X)	-21 154 499	-18 961 210
BENEFICE OU PERTE	267 927	176 744

ANNEXE

Le total du bilan à fin décembre 2017 est de 4 596 464 205,17 euros et le compte de résultat dégage un résultat net positif de + 267 926 838,07 euros.

L'exercice 2017 a une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2016-07 du 04/11/2016 relatif au plan comptable général et des articles L123-13 et R123-19 du code de commerce. Lorsque des adaptations spécifiques à l'industrie pétrolière existent et qu'elles ne dérogent pas au règlement CRC, la société applique le plan comptable professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures.

I - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1) Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément au PCG, en particulier :

- Respect de la règle de prudence,
- Hypothèse de continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Respect du principe de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques (à l'exception de certaines immobilisations réévaluées).

2) Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Valeurs immobilisées :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, complété au passif par une provision réglementée pour amortissements dérogatoires.

Conformément au règlement CRC n° 2002-10, les amortissements pour dépréciation des biens sont calculés en fonction de leur durée d'utilité, soit principalement :

- | | |
|---------------------------------|-------------|
| - Constructions et agencements | 10 à 40 ans |
| - Réservoirs | 15 ans |
| - Matériel et outillage | 5 à 10 ans |
| - Immobilisations incorporelles | 1 à 5 ans |

Les fonds de commerce font l'objet d'une dépréciation sur une durée de 10 ans.

Lorsque la valeur d'usage d'un actif immobilisé devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée.

b) Participations :

La valeur brute est constituée par le prix d'achat hors frais accessoires. En règle générale, la valeur d'inventaire est déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres portés sur la dernière situation comptable approuvée, ou de la valeur économique, en fonction du pourcentage de détention des titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, il est constitué une dépréciation complétée, le cas échéant, par une provision pour risque.

Parts de résultats dans les sociétés de personnes ou assimilées :

En règle générale, les parts de résultats bénéficiaires ou déficitaires dans les sociétés de personnes (sociétés en nom collectif) ou assimilées (groupements d'intérêt économique, sociétés civiles immobilières, etc.) sont, conformément à la doctrine, appréhendées au cours de l'exercice où la décision de distribution ou d'appel en comblement de la perte est intervenue. Toutefois, lorsqu'une clause d'affectation systématique des résultats est inscrite dans les statuts des entreprises concernées, ils sont retenus chez TOTAL MARKETING FRANCE dès l'exercice de leur réalisation. Ces éléments sont affectés en produits ou frais financiers.

c) Stocks et en-cours :

Les stocks détenus par TOTAL MARKETING France sont constitués de :

1/ stocks de produits finis

Les stocks de produits finis sont valorisés suivant la méthode FIFO. Ils sont composés de produits élaborés dans les raffineries du Groupe et de produits acquis auprès d'autres tiers.

Les stocks de produits de TOTAL MARKETING FRANCE sont valorisés de la façon suivante :

- Pour les produits achetés, à leur prix de revient d'achat (prix des produits plus frais annexes d'achat).
- Pour les stocks en dépôts logistiques, au coût de production s'ajoutent les frais de chargement en raffinerie et de mise en place jusqu'aux dépôts, ainsi que, pour les produits en acquitté, les taxes et redevances de mise à la consommation applicables au jour de l'inventaire, et les charges correspondant aux opérations de conditionnement ou de mélange.
- Pour les stocks en stations, le coût décrit ci-dessus est majoré des frais de chargement en dépôt livreur et du transport du dépôt à la station.
- Pour les produits faisant l'objet d'une incorporation de biocarburants, un standard d'incorporation est ajouté à la valeur des stocks.
- Dépréciation : la valeur des stocks par famille de produits, évaluée à leur prix de revient d'achat, est comparée à leur valeur de marché définie comme étant le prix de vente moyen du mois. Si la valeur d'achat apparaît supérieure à cette valeur de marché, une dépréciation est alors constituée.

2/ stocks de Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Les stocks de CEE acquis ou produits sont valorisés au PMP (Prix Moyen Pondéré) et relèvent tous exclusivement du modèle « Economie d'Energie ». Selon ce modèle, les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition (CEE acquis) ou à leur coût de production (CEE obtenus ou en cours d'obtention, en contrepartie de la réalisation d'actions d'économies d'énergie). Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'achat ou de production, la valeur d'utilité étant définie comme la valeur recouvrable auprès du consommateur final

d) Créances :

Elles figurent au bilan pour leur valeur nominale. Les créances considérées à risque, ainsi que les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 100 %.

e) Provisions réglementées :

Elles comprennent les amortissements dérogatoires et la Provision pour Hausse des Prix. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite aux comptes de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

f) Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires :

La société participe à des régimes de prévoyance, et à la médaille de travail. Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode actuarielle « Unités de crédits projetées ».

Ces engagements comprennent les droits du personnel retraité et du personnel en activité et sont inscrits dans le compte « provisions pour engagements de retraite et avantages similaires » au passif du bilan à l'exception de ceux confiés à des organismes d'assurance et dont la situation financière donne lieu à un actif.

g) Opérations en devises :

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de chaque opération. Les cours effectifs, constatés ultérieurement lors des règlements, génèrent des gains ou des pertes de change affectables au résultat financier.

A la clôture des comptes, les dettes, créances et disponibilités en devises sont inscrites au bilan pour leur contre-valeur en euros au dernier cours connu à la clôture de l'exercice.

- La revalorisation des dettes et des créances ayant fait l'objet d'une couverture de change est sans incidence sur le résultat.

- Les pertes et gains latents sur les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une couverture de change sont affectés au résultat financier.

h) Instruments de couverture :

TOTAL MARKETING FRANCE utilise des instruments de couverture sur les marchés à terme de produits pétroliers pour diminuer sa sensibilité aux variations de cours.

Les gains et pertes latents sur positions ouvertes à la clôture correspondant à des opérations de couverture ne sont pas intégrés au résultat.

Aucune position ouverte n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice.

**Compléments d'informations
relatifs au bilan
et au compte de résultat**

ACTIF IMMOBILISE

En Milliers d'euros

Immobilisations	Valeur brute 2016	Acquisitions	Cessions, mises hors service	Valeur brute 2017
Incorporelles	98 408	1 577	-1 506	98 479
Corporelles	2 760 575	163 744	-104 071	2 820 248
Financières	689 220	18 432	-101 413	606 239
TOTAL	3 548 203	183 753	-206 990	3 524 966

Immo financières

participation	651 820	6 042	-85 464	572 398
créances rattachées	5 442		-235	5 207
prêts	9 996	5 643	-6 422	9 217
autres immobilisations financières	21 962	6 747	-9 292	19 417
	689 220	18 432	-101 413	606 239

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS

En Milliers d'euros

Immobilisations	Montant des amortis. & prov. début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions: éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortis. & prov. 31/12/2017
Incorporelles	94 594	834	-1 507	93 921
Corporelles	1 818 889	143 242	-97 676	1 864 455
Financières	85 154	663	-500	85 317
TOTAL	1 998 637	144 739	-99 683	2 043 693

participation	83 007	663		83 670
créances rattachées	2 147		-500	1 647
prêts				
autres immobilisations financières				
	85 154	663	-500	85 317

PROVISIONS ET DEPRECIATION D'ACTIFS

En Milliers d'euros

NATURE	Nat. res.	Montant	Dotations	Reprises			Montant
		en début		Utilisée/ objet	Devenue sans objet	Total	en fin
		d'exercice APA					d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES							
Provision pour Hausse de prix	3	22 003	18 020				40 023
Amortissements dérogatoires	3	42 949	6 153	-8 187		-8 187	40 915
Total		64 952	24 173	-8 187		-8 187	80 938
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES							
Litiges d'exploitation	1	6 935	673	-267	-562	-829	6 779
Risques douaniers	3	676		-436	-240	-676	
Autres risques	1	861	314				1 175
Risque Prud'homaux	1		646				646
Risque filiale	2	698	930				1 628
Indemnité de mutation	1	740	169				909
Complément Santé	1	6 018	720	-17		-17	6 721
Rachat trimestre	1		2 538	-264		-264	2 274
Plan plosté - GGR	1	4 206	3 015	-163		-163	7 058
Medailles de travail	1	2 441	130	-96		-96	2 475
Indemnités fin de contrat	1	7 257	4 821	-3 925		-3 925	8 153
Charges sur environnement	1	36 973	20 782	-13 110		-13 110	44 645
TOTAL		66 805	34 738	-18 278	-802	-19 080	82 463
DEPRECIATIONS							
Terrains	1	289					289
Immobilisations corporelles	1		527				527
Des fonds de commerce	1	74 539	704		-214	-214	75 029
Des stocks	1	61 698	482		-62 145	-62 145	35
Des titres de participation	2	72 212					72 212
Des titres de participation	2	10 795	663				11 458
Des créances rattachées à des participations	2	2 147			-500	-500	1 647
Sur dividende	1						
Des créances clients	1	6 972	1 495		-2 214	-2 214	6 253
Des autres créances douteuses	1	3 020	1 520		-1 437	-1 437	3 103
Des autres créances douteuses	2	44					44
TOTAL		231 716	5 391		-66 510	-66 510	170 597
TOTAL GENERAL		363 473	64 302	-26 465	-67 312	-93 777	333 998
VENTILATION PAR TYPE DE RESULTAT							
Exploitation : 1			38 536	-17 842	-66 572	-84 414	
Financier : 2			1 593		-500	-500	
Exceptionnel : 3			24 173	-8 623	-240	-8 863	
TOTAL GENERAL			64 302	-26 465	-67 312	-93 777	

COMMENTAIRES SUR CERTAINES PROVISIONS et CHARGES

A) Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires au 31 décembre 2017

TOTAL MARKETING FRANCE participe à des régimes de prévoyance. Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées.

1 – Décomposition des provisions

Les provisions au 31 décembre se décomposent de la manière suivante (en Milliers d'euros) :

	2017	2016
Provisions Retraites et autres	16 052	10 223
Provisions Médailles du travail	2 475	2 441
	<hr/>	<hr/>
	18 527	12 664

2 – Hypothèses actuarielles

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode prospective dite des « unités de crédits projetées ». L'estimation actuarielle dépend de différentes hypothèses telles que l'ancienneté, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel de l'entreprise ainsi que les hypothèses de revalorisation et d'actualisation.

Les hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation	1.79%	1.84%
Espérance de durée résiduelle moyenne d'activité	10-20 ans	10-20 ans

3 – Commentaires sur la méthode de comptabilisation

TOTAL MARKETING FRANCE enregistre dans ses comptes une provision correspondant à la dette actuarielle nette des actifs de retraite et des gains et pertes actuariels à amortir lorsque cette somme constitue un passif de retraite

Les gains et pertes actuariels, résultant notamment des changements dans les hypothèses, sont amortis linéairement sur la durée de vie active restante du personnel concerné

4- Régimes gérés en interne et régimes en position de passif de retraite confiés à des organismes d'assurances

L'engagement de la société pour les régimes gérés en interne et les régimes en position de passif de retraite confiés à des organismes d'assurance extérieurs se rapproche de la provision constatée de la manière suivante (en Milliers d'euros) :

	2017	2016
Dette actuarielle au 31 décembre	52 048	40 130
Actifs de retraite	-26 791	-13 823
Stocks d'éléments différés à amortir	- 6730	-13 643
Provisions retraites et autres	18 527	12 664

5- Régimes externalisés

L'engagement de la société pour les régimes de retraite et autres non provisionnés s'élève à (en Milliers d'euros) :

	2017	2016
Dette actuarielle au 31 décembre	-	17 424
Actifs de retraite	-	-13 097
Situation nette au 31 décembre	-	4 327

B) Autres provisions

Il a été procédé en 2017 à la constitution de provisions :

- pour risques environnementaux à hauteur de 20 782 K€ pour des stations-services et dépôts.

C) Certificats d'économie d'énergie

La revalorisation du stock de CEE a entraîné une de reprise de provision d'un montant de 19 700 K€ pour votre société au titre de l'exercice.

D) Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi

Le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi, comptabilisé en diminution des charges sociales pour l'année 2017, s'élève à 799 K€

ACTIF IMMOBILISE ET CIRCULANT

En Milliers d'euros

	Montant brut	Degré de liquidité	
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	3 524 966	2 927	3 522 039
ACTIF CIRCULANT	3 121 725	3 121 725	
ECART DE CONVERSION	2 901	2 901	
TOTAL	6 649 592	3 127 553	3 522 039

SITUATION DES DETTES

En Milliers d'euros

	Montant	A un an au plus	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	525 986	525 986		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	155 657	10		155 647
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 511 914	2 511 914		
AUTRES DETTES	22 729	22 729		
ECART DE CONVERSION	2 901	2 901		
TOTAL	3 219 187	3 063 540		155 647

ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

En Milliers d'euros

POSTES	Entreprises liées consolidées par intégration globale	Entreprises liées consolidées par mise en équivalence	Entreprises liées non consolidées : sociétés apparentées (*)
ACTIF			
Participations	399 143	23 518	149 737
(provisions pour dépréciation)	-75 262		-8 408
Créances rattachées à des participations			5 206
(provisions pour dépréciation)			-1 647
Créances clients et comptes rattachés	685 726		1 285
Autres créances			
PASSIF			
Emprunts et dettes financières divers	9		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	749 284	430	611
Autres dettes			
COMPTE DE RESULTAT			
Produits de participation	60 403	12 899	15 102
Profit sur résultat des SNC & filiales			
Autres produits financiers			
Charges financières			

(*) dont le pourcentage de titres détenus est \geq à 20%,

STOCKS DE PRODUITS PETROLIERS ET CONSOMMABLES

En Milliers d'euros

Stocks	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Produits finis	531 416	-35	531 381
Autres Matières Premières	3 898		3 898
Certificats d'économie d'énergie	97 999		97 999
Total	633 313	-35	633 278

PRODUITS A RECEVOIR

En Milliers d'euros

Montants inclus dans les postes suivants du bilan	2017	2016
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	100 570	93 464
Autres créances d'exploitation	452	2 309
Valeurs mobilières de placement		
TOTAL	101 022	95 772

CHARGES A PAYER

En Milliers d'euros

Montants inclus dans les postes suivants du bilan	2017	2016
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	926 349	1 006 803
Dettes fiscales et sociales	220 973	220 135
Autres dettes	0	0
TOTAL	1 147 322	1 226 938

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En Milliers d'euros

	Charges	Produits
Exploitation	4 445	22 469
Exceptionnel	0	0
TOTAL	4 445	22 469

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En Milliers d'euros

	Ventes France	Ventes UE	Exportations	TOTAL
Ventes de marchandises	18 355 499	211 891	529 138	19 096 528
Ventes de prestations	1 945 272	6 156	10 914	1 962 343
TOTAL	20 300 771	218 047	540 053	21 058 871

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En Milliers d'euros

	Capitaux Propres 2016	Dividendes versés	Autres variations	Capitaux Propres 2017
Capital (dont versé : Euros)	390 554			390 554
Primes d'émission, de fusion, d'apport	516 350			516 350
Réserves :				
Réserve légale	39 055			39 055
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-118 196	118 196		
Résultat de l'exercice n-1 (profit)	176 744	-176 744		
Résultat de l'exercice n (perte)			267 927	267 927
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	64 952		15 986	80 938
TOTAL	1 069 459	-58 548	283 913	1 294 824

CHARGES & PRODUITS EXCEPTIONNELS

En Milliers d'euros

	2017	2016
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-478	-4 966
Valeurs nettes comptables des cessions d'actif :		
- immobilisations corporelles et incorporelles	-6 610	-2 768
- immobilisations financières	-85 465	-2 385
Autres opérations en capital	-451	-47
Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels		
- Amortissements sur immobilisations		
- Amortissements dérogatoires	-6 153	-6 857
- autres provisions	-18 020	-22 323
Total charges exceptionnelles	-117 177	-39 346
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 402	2 664
Produits de cessions sur éléments actif		
- immobilisations corporelles et incorporelles	18 770	18 645
- immobilisations financières	119 569	8 516
Autres opérations en capital	6 101	2 971
Reprises sur provisions exceptionnelles :		
- Amortissements dérogatoires	8 187	6 541
- autres provisions	676	1 739
Transferts de charges	305	
Total produits exceptionnels	155 010	41 076
RESULTAT EXCEPTIONNEL	37 833	1 730

III

Engagements financiers
et
autres informations

CREDIT-BAIL ET ASSIMILES

En Milliers d'euros

2017	PORTIQUES DE LAVAGE	TOTAL
VALEUR D'ORIGINE	53 374	53 374
AMORTISSEMENTS		
Cumuls exercices antérieurs	22 006	22 006
Dotations de l'exercice	9 253	9 253
TOTAL	31 259	31 259
REDEVANCES PAYEES		
Cumuls exercices antérieurs	19 040	19 040
Exercice	8 348	8 348
Abonnement/charge à payer sur exercice		
TOTAL	27 388	27 388
REDEVANCES RESTANT A PAYER		
Exercice	-254	-254
A un an au plus	7 244	7 244
A plus d'un an et cinq ans au plus	11 915	11 915
TOTAL	18 905	18 905
PRIX D'ACHAT RESIDUEL		
TOTAL		
MONTANT PRIS EN CHARGES DANS L'EXERCICE	8 347	8 347

ENGAGEMENTS FINANCIERS

En Milliers d'euros

Engagements	2017	2016
ENGAGEMENTS DONNEES		
Avals et cautions	744 944	637 557
<i>dont cautions douanières données aux filiales</i>	<i>394 062</i>	<i>394 062</i>
Garanties de passif	4 601	4 526
Crédit-Bail	18 905	19 024
Total	768 450	661 107
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
Cautions	1 073 337	1 078 637
Crédit-bail		
Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune		
Total	1 073 337	1 078 637

INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

En Milliers d'euros

	2017	2016
RESULTAT DE L'EXERCICE	267 927	176 744
Impôts sur les bénéfices	131 412	63 545
RESULTAT AVANT IMPOTS	399 339	240 289
Variation des provisions réglementées :		
- Spéciale de réévaluation (amortissements + cessions)		
- Amortissements exceptionnels		
- Amortissements dérogatoires (Dotation nette)	-2 034	316
- Provision pour hausse des prix (Dotation)	18 020	22 002
Sous-total	15 986	22 318
Autres évaluations dérogatoires :		
- Dotation supplémentaire d'amortissement due à la réévaluation		
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES ET HORS IMPÔTS	415 325	262 607

CREANCES & DETTES LATENTES D'IMPOTS

En Milliers d'euros

	ASSIETTE	TAUX I.S.	I.S.
CREANCES LATENTES			
Charges à payer non fiscales (1)	24 849	34,43%	8 556
Provisions non fiscales destinées à couvrir essentiellement des charges futures envers le personnel ou les ayants droit	16 961	34,43%	5 840
Provisions non fiscales diverses	14 051	34,43%	4 838
Provision pour dépréciation	4 201	34,43%	1 446
			20 679
DETTES LATENTES			
Provision pour hausse des prix (PHP)		34,43%	-
Autres provisions réglementées		34,43%	-
Réserve de réévaluation sur titres et provisions prélevées sur ladite réserve		1,81%	-
Réserve de réévaluation sur terrains		34,43%	-
Réserve pour fluctuation des cours		34,43%	-
Plus values latentes sur biens non amortissables (terrains, fonds de commerce.....)		34,43%	-
			0

(1) Congés payés, C3S & Participation des salariés

FISCALITE

TOTAL MARKETING FRANCE fait partie du périmètre d'intégration fiscale formé par TOTAL SA et les filiales qu'elle détient à plus de 95 %.

La Société détermine son résultat fiscal selon les règles de droit commun et acquitte l'impôt sur les sociétés auprès de TOTAL SA.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'est versée par la société, ou par l'une de ses filiales, aux mandataires sociaux de la société.

EFFECTIFS au 31/12/2017

Personnel Salarié	2017
Cadres	541
Non Cadres	701
TOTAL	1 242

Société mère ultime consolidant les comptes de la société

**TOTAL S.A.
2, place Jean Millier
La Défense 6
92400 COURBEVOIE
542 051 180 RCS NANTERRE**

TOTAL MARKETING FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 390 553 839 EUR
Siège social : 562, avenue du Parc de l'Île – 92000 NANTERRE
531 680 445 RCS Nanterre

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 MAI 2018

PROCES-VERBAL

Le 22 mai 2018, à 10 heures, l'Associé Unique :

TOTAL MARKETING SERVICES

Société anonyme au capital de 324 158 696 EUR
Siège social : 24, cours Michelet – 92800 PUTEAUX
542 034 921 RCS Nanterre

Représentée par Monsieur Olivier DEVOUASSOUX, dûment habilité,

Sans la présence du Cabinet ERNST & YOUNG AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire régulièrement convoqué,

A pris les décisions suivantes :

ORDRE DU JOUR

1. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017
2. Affectation du résultat de l'exercice 2017
3. Conventions visées à l'article L. 227-10 Code de commerce
4. Autorisation annuelle donnée au Président de délivrer des cautions, avals et garanties
5. Renouvellement des mandats de deux Membres du Conseil de Direction Générale
6. Pouvoirs pour accomplir les formalités

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

PREMIERE DECISION **Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017**

L'Associé Unique, après lecture du Rapport du Président sur l'activité et la situation financière de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et sur les comptes de cet exercice, ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de cet exercice, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

DEUXIEME DECISION **Approbation de l'affectation du résultat de l'exercice**

L'Associé Unique prend acte du résultat de l'exercice qui se solde par un bénéfice de 267 926 838,07 EUR et décide d'affecter ce résultat ainsi qu'il suit :

Affectation	EUR	Solde du compte avant affectation	Nouveau solde après affectation
Réserve Légale	dotée	-	-
Dividende	267 919 933,55	-	-
Autres réserves	6 904,52	0	6 904,52
<u>Total affecté</u>	267 926 838,07		

Dividende de l'exercice :

Le dividende de l'exercice 2017 ressort à :

Exercice	Dividende versé	Titres émis	Montant Unitaire
2017	267 919 933,554	390 553 839	0,686 EUR

Dividendes versés au cours des 3 derniers exercices :

Exercice	Dividende versé (EUR)	Titres émis	Montant Unitaire (EUR)
2016	177 641 446,20	390 553 839	0,45484
2015	58 583 075,85	390 553 839	0,15
2014	0	5 000	0

TROISIEME DECISION Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code Commerce

L'Associé Unique prend acte qu'aucune convention relevant de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

QUATRIEME DECISION Autorisation annuelle donnée au Président de délivrer des cautions, avals et garanties

L'Associé Unique décide, pour une période d'un an, commençant le 1er juin 2018 pour expirer le 31 mai 2019, quelle que soit la durée des engagements cautionnés, avalisés ou garantis, d'autoriser le Président, avec faculté de subdélégation, à consentir au nom de la Société des cautions, avals ou garanties, dans les conditions suivantes :

- 1) à concurrence de cent soixante quinze millions d'euros (175 000 000 EUR) pour les engagements ne concernant pas les administrations fiscales et douanières ;
- 2) sans limitation de montant pour les engagements à donner à l'égard des administrations fiscales et douanières ;
- 3) sans limitation de montant pour les cautions et garanties à consentir aux concédants et bailleurs dans le cadre des cessions de titres locatifs dont la Société est titulaire (concessions autoroutières et autres, baux commerciaux, droits d'occupation divers,...) ;
- 4) sans limitation de montant pour les cautions et garanties à consentir dans le cadre des contrats de partenariat avec les sociétés d'autoroutes françaises et les sociétés exploitant des parkings en France portant sur l'acceptation de cartes et/ou télébadges, et pour la garantie des sommes dues par les clients de la Société ou ceux des filiales du Groupe TOTAL titulaires de cartes et/ou télébadges.

CINQUIEME DECISION Renouvellement des mandats de deux Membres du Conseil de Direction Générale

L'Associé Unique, constatant que les mandats de Messieurs Olivier DEVOUASSOUX et Benoît LUC arrivent à expiration avec la présente décision, décide de renouveler ces mandats pour une durée de trois années, conformément aux statuts, soit jusqu'à l'issue de la Décision d'Associé Unique qui se prononcera en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

SIXIEME DECISION Pouvoirs pour accomplir les formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs à la société PETITES AFFICHES, 2 rue Montesquieu – 75041 Paris cedex 01, à l'effet d'accomplir au nom et pour le compte de la société les formalités de dépôt au Greffe et d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés, en ce compris par voie dématérialisée avec signature électronique, ainsi qu'à tout porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait pour faire tous dépôts, toutes formalités ou publications prévues par la loi.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé Unique.

**L'Associé Unique
TOTAL MARKETING SERVICES**



Olivier DEVOUASSOUX



Total Marketing France
Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Total Marketing France

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Total Marketing France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Total Marketing France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 mars 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Frédéric Lachmann

BILAN

En Milliers d'euros

ACTIF	2017			2016
	BRUT	AMTS et PROV.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles:</u>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	19 139	-18 871	268	377
Fonds commercial (1)	78 283	-75 029	3 254	3 437
Immobilisations incorporelles en cours	750		750	
Autres immobilisations Incorporelles	307	-21	286	
<u>Immobilisations corporelles:</u>				
Terrains	154 786	-35 147	119 639	116 313
Constructions	1 611 887	-1 086 671	525 216	502 885
Installations techniques mat. et outillage industriels	825 405	-612 904	212 501	216 652
Autres	154 704	-129 733	24 971	22 731
Immobilisations corporelles en cours	73 322		73 322	82 734
Avances et acomptes	144		144	371
<u>Immobilisations financières (2) :</u>				
Participations	572 397	-83 670	488 727	568 813
Créances rattachées à des participations	5 207	-1 647	3 560	3 295
Prêts	9 217		9 217	9 996
Autres	19 418		19 418	21 962
TOTAL I	3 524 966	-2 043 693	1 481 273	1 549 566
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks et en-cours</u>				
Matières premières et autres approv.	3 898	0	3 898	2 634
Produits intermédiaires et finis	531 415	-35	531 380	469 075
Certificats d'économie d'énergie	97 999		97 999	121 892
<u>Créances (3) :</u>				
Créances clients et comptes rattachés	1 226 847	-9 356	1 217 491	1 204 661
Autres	890 090	-44	890 046	254 662
<u>Valeurs mobilières de placement:</u>				
Disponibilités	367 031		367 031	262 946
<u>Comptes de Régularisation</u>				
Charges constatées d'avances	4 445		4 445	9 280
TOTAL II	3 121 725	-9 435	3 112 290	2 325 150
Ecart de conversion Actif	2 901		2 901	
TOTAL GENERAL (I+II)	6 649 592	-2 053 128	4 596 464	3 874 716

(1) Dont droit au bail 1 266
(2) Dont à moins d'un an 2 927
(3) Dont à plus d'un an -

PASSIF	2017	2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :390 554K€)	390 554	390 554
Prime d'émission, de fusion, d'apport	516 350	516 350
Ecarts de réévaluation		
Réserves:		
Réserves légales	39 055	39 055
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		897
Résultat de l'exercice	267 927	176 744
Dividendes versés		
Avances sur dividendes		-119 093
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées	80 938	64 952
TOTAL I	1 294 824	1 069 459
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	10 408	9 350
Provisions pour charges	72 045	57 455
TOTAL II	82 453	66 805
DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION (1):		
Emprunts et dettes auprès établs crédits (2)	525 986	70 905
Emprunts et dettes financières diverses	155 657	144 225
Compte Courant Groupe		233 480
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 389 480	1 175 721
Dettes fiscales et sociales	1 065 860	1 029 771
Dettes s/immob. et comptes rattachés	56 574	59 462
Autres dettes	260	1 235
Produits constatés d'avances	22 469	23 653
TOTAL III	3 216 286	2 738 452
Ecarts de conversion PASSIF (IV)	2 901	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	4 596 464	3 874 716

(1) dont à plus d'un an

155 648

144 225

(2) dont concours bancaires courants et soldes
crédeurs des banques

525 985

70 905

COMPTE DE RESULTAT

En Milliers d'euros

	2017	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	19 096 528	17 087 356
Production vendues (biens et services)	1 962 343	1 872 556
Montant net du chiffre d'affaires	21 058 871	18 959 912
Production immobilisées		
Subventions d'exploitation	113	6
Reprises sur provisions (et amortissements) transferts de charges	84 416	35 662
Autres produits	5 732	4 296
TOTAL I	21 149 132	18 999 876
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-69 143	-83 157
Variation de stock	-84 648	-11 493
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-11 007 860	-9 622 651
Variation de stock	63 518	31 804
Autres achats et charges externes	-1 227 974	-1 276 593
Impôts taxes et versements assimilés	-8 223 551	-7 496 529
Salaires et traitements	-77 872	-79 084
Charges sociales	-41 324	-42 728
Dotations aux amortissements et provisions		
sur immobilisations: dotations aux amortissements	-142 845	-135 640
sur immobilisations: dotations aux provisions	-1 231	-747
sur actif circulant: dotations aux provisions	-3 498	-63 375
pour risques et charges: dotations aux provisions	-33 808	-23 054
Autres charges	-21 099	-24 119
TOTAL II	-20 871 335	-18 827 366
RESULTAT D'EXPLOITATION (I+II)	277 797	172 510
Quote part de résultat sur opérations faites en commun:		
Bénéfice attribué (III)	314	793
Perte supportée (IV)		

	2017	2016
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	88 404	66 868
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	56	17
Autres intérêts et produits assimilés	756	738
Reprises sur provisions et transferts de charges	500	687
Différences positives de change	28 254	27 898
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (V)	117 970	96 208
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et provisions	-1 593	-763
Intérêts et charges assimilés	-3 277	-3 052
Différences négatives de change	-29 705	-27 137
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL (VI)	-34 575	-30 952
RESULTAT FINANCIER (V + VI)	83 395	65 256
RESULTAT COURANT avant impôts (I+II+III+IV+V + VI)	361 506	238 559
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 401	2 664
Sur opérations en capital	144 441	30 132
Reprise provision pour fluctuation des cours		
Reprise sur provisions et transferts de charges	9 168	8 281
TOTAL (VII)	155 010	41 077
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-478	-4 966
Sur opérations en capital	-92 525	-5 201
Dotations aux amortissements et provisions	-24 174	-29 180
Dotations provisions pour fluctuation des cours (réglementé)		
TOTAL (VIII)	-117 177	-39 347
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII + VIII)	37 833	1 730
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (x)	-131 412	-63 545
TOTAL des PRODUITS (I+III+V+VII)	21 422 426	19 137 954
TOTAL des CHARGES (II+IV+VI+IX+X)	-21 154 499	-18 961 210
BENEFICE OU PERTE	267 927	176 744

ANNEXE

Le total du bilan à fin décembre 2017 est de 4 596 464 205,17 euros et le compte de résultat dégage un résultat net positif de + 267 926 838,07 euros.

L'exercice 2017 a une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2016-07 du 04/11/2016 relatif au plan comptable général et des articles L123-13 et R123-19 du code de commerce. Lorsque des adaptations spécifiques à l'industrie pétrolière existent et qu'elles ne dérogent pas au règlement CRC, la société applique le plan comptable professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures.

I - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1) Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément au PCG, en particulier :

- Respect de la règle de prudence,
- Hypothèse de continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Respect du principe de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques (à l'exception de certaines immobilisations réévaluées).

2) Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Valeurs immobilisées :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, complété au passif par une provision réglementée pour amortissements dérogatoires.

Conformément au règlement CRC n° 2002-10, les amortissements pour dépréciation des biens sont calculés en fonction de leur durée d'utilité, soit principalement :

- | | |
|---------------------------------|-------------|
| - Constructions et agencements | 10 à 40 ans |
| - Réservoirs | 15 ans |
| - Matériel et outillage | 5 à 10 ans |
| - Immobilisations incorporelles | 1 à 5 ans |

Les fonds de commerce font l'objet d'une dépréciation sur une durée de 10 ans.

Lorsque la valeur d'usage d'un actif immobilisé devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée.

b) Participations :

La valeur brute est constituée par le prix d'achat hors frais accessoires. En règle générale, la valeur d'inventaire est déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres portés sur la dernière situation comptable approuvée, ou de la valeur économique, en fonction du pourcentage de détention des titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, il est constitué une dépréciation complétée, le cas échéant, par une provision pour risque.

Parts de résultats dans les sociétés de personnes ou assimilées :

En règle générale, les parts de résultats bénéficiaires ou déficitaires dans les sociétés de personnes (sociétés en nom collectif) ou assimilées (groupements d'intérêt économique, sociétés civiles immobilières, etc.) sont, conformément à la doctrine, appréhendées au cours de l'exercice où la décision de distribution ou d'appel en comblement de la perte est intervenue. Toutefois, lorsqu'une clause d'affectation systématique des résultats est inscrite dans les statuts des entreprises concernées, ils sont retenus chez TOTAL MARKETING FRANCE dès l'exercice de leur réalisation. Ces éléments sont affectés en produits ou frais financiers.

c) Stocks et en-cours :

Les stocks détenus par TOTAL MARKETING France sont constitués de :

1/ stocks de produits finis

Les stocks de produits finis sont valorisés suivant la méthode FIFO. Ils sont composés de produits élaborés dans les raffineries du Groupe et de produits acquis auprès d'autres tiers.

Les stocks de produits de TOTAL MARKETING FRANCE sont valorisés de la façon suivante :

- Pour les produits achetés, à leur prix de revient d'achat (prix des produits plus frais annexes d'achat).
- Pour les stocks en dépôts logistiques, au coût de production s'ajoutent les frais de chargement en raffinerie et de mise en place jusqu'aux dépôts, ainsi que, pour les produits en acquitté, les taxes et redevances de mise à la consommation applicables au jour de l'inventaire, et les charges correspondant aux opérations de conditionnement ou de mélange.
- Pour les stocks en stations, le coût décrit ci-dessus est majoré des frais de chargement en dépôt livreur et du transport du dépôt à la station.
- Pour les produits faisant l'objet d'une incorporation de biocarburants, un standard d'incorporation est ajouté à la valeur des stocks.
- Dépréciation : la valeur des stocks par famille de produits, évaluée à leur prix de revient d'achat, est comparée à leur valeur de marché définie comme étant le prix de vente moyen du mois. Si la valeur d'achat apparaît supérieure à cette valeur de marché, une dépréciation est alors constituée.

2/ stocks de Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Les stocks de CEE acquis ou produits sont valorisés au PMP (Prix Moyen Pondéré) et relèvent tous exclusivement du modèle « Economie d'Energie ». Selon ce modèle, les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition (CEE acquis) ou à leur coût de production (CEE obtenus ou en cours d'obtention, en contrepartie de la réalisation d'actions d'économies d'énergie). Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'achat ou de production, la valeur d'utilité étant définie comme la valeur recouvrable auprès du consommateur final

d) Créances :

Elles figurent au bilan pour leur valeur nominale. Les créances considérées à risque, ainsi que les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 100 %.

e) Provisions réglementées :

Elles comprennent les amortissements dérogatoires et la Provision pour Hausse des Prix. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite aux comptes de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

f) Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires :

La société participe à des régimes de prévoyance, et à la médaille de travail. Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode actuarielle « Unités de crédits projetées ».

Ces engagements comprennent les droits du personnel retraité et du personnel en activité et sont inscrits dans le compte « provisions pour engagements de retraite et avantages similaires » au passif du bilan à l'exception de ceux confiés à des organismes d'assurance et dont la situation financière donne lieu à un actif.

g) Opérations en devises :

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de chaque opération. Les cours effectifs, constatés ultérieurement lors des règlements, génèrent des gains ou des pertes de change affectables au résultat financier.

A la clôture des comptes, les dettes, créances et disponibilités en devises sont inscrites au bilan pour leur contre-valeur en euros au dernier cours connu à la clôture de l'exercice.

- La revalorisation des dettes et des créances ayant fait l'objet d'une couverture de change est sans incidence sur le résultat.

- Les pertes et gains latents sur les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une couverture de change sont affectés au résultat financier.

h) Instruments de couverture :

TOTAL MARKETING FRANCE utilise des instruments de couverture sur les marchés à terme de produits pétroliers pour diminuer sa sensibilité aux variations de cours.

Les gains et pertes latents sur positions ouvertes à la clôture correspondant à des opérations de couverture ne sont pas intégrés au résultat.

Aucune position ouverte n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice.

**Compléments d'informations
relatifs au bilan
et au compte de résultat**

ACTIF IMMOBILISE

En Milliers d'euros

Immobilisations	Valeur brute 2016	Acquisitions	Cessions, mises hors service	Valeur brute 2017
Incorporelles	98 408	1 577	-1 506	98 479
Corporelles	2 760 575	163 744	-104 071	2 820 248
Financières	689 220	18 432	-101 413	606 239
TOTAL	3 548 203	183 753	-206 990	3 524 966

Immo financières

participation	651 820	6 042	-85 464	572 398
créances rattachées	5 442		-235	5 207
prêts	9 996	5 643	-6 422	9 217
autres immobilisations financières	21 962	6 747	-9 292	19 417
	689 220	18 432	-101 413	606 239

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS

En Milliers d'euros

Immobilisations	Montant des amortis. & prov. début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions: éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortis. & prov. 31/12/2017
Incorporelles	94 594	834	-1 507	93 921
Corporelles	1 818 889	143 242	-97 676	1 864 455
Financières	85 154	663	-500	85 317
TOTAL	1 998 637	144 739	-99 683	2 043 693

participation	83 007	663		83 670
créances rattachées	2 147		-500	1 647
prêts				
autres immobilisations financières				
	85 154	663	-500	85 317

PROVISIONS ET DEPRECIATION D'ACTIFS

En Milliers d'euros

NATURE	Nat. res.	Montant	Dotations	Reprises			Montant
		en début		Utilisée/ objet	Devenue sans objet	Total	en fin
		d'exercice APA					d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES							
Provision pour Hausse de prix	3	22 003	18 020				40 023
Amortissements dérogatoires	3	42 949	6 153	-8 187		-8 187	40 915
Total		64 952	24 173	-8 187		-8 187	80 938
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES							
Litiges d'exploitation	1	6 935	673	-267	-562	-829	6 779
Risques douaniers	3	676		-436	-240	-676	
Autres risques	1	861	314				1 175
Risque Prud'homaux	1		646				646
Risque filiale	2	698	930				1 628
Indemnité de mutation	1	740	169				909
Complément Santé	1	6 018	720	-17		-17	6 721
Rachat trimestre	1		2 538	-264		-264	2 274
Plan plosté - GGR	1	4 206	3 015	-163		-163	7 058
Medailles de travail	1	2 441	130	-96		-96	2 475
Indemnités fin de contrat	1	7 257	4 821	-3 925		-3 925	8 153
Charges sur environnement	1	36 973	20 782	-13 110		-13 110	44 645
TOTAL		66 805	34 738	-18 278	-802	-19 080	82 463
DEPRECIATIONS							
Terrains	1	289					289
Immobilisations corporelles	1		527				527
Des fonds de commerce	1	74 539	704		-214	-214	75 029
Des stocks	1	61 698	482		-62 145	-62 145	35
Des titres de participation	2	72 212					72 212
Des titres de participation	2	10 795	663				11 458
Des créances rattachées à des participations	2	2 147			-500	-500	1 647
Sur dividende	1						
Des créances clients	1	6 972	1 495		-2 214	-2 214	6 253
Des autres créances douteuses	1	3 020	1 520		-1 437	-1 437	3 103
Des autres créances douteuses	2	44					44
TOTAL		231 716	5 391		-66 510	-66 510	170 597
TOTAL GENERAL		363 473	64 302	-26 465	-67 312	-93 777	333 998
VENTILATION PAR TYPE DE RESULTAT							
Exploitation : 1			38 536	-17 842	-66 572	-84 414	
Financier : 2			1 593		-500	-500	
Exceptionnel : 3			24 173	-8 623	-240	-8 863	
TOTAL GENERAL			64 302	-26 465	-67 312	-93 777	

COMMENTAIRES SUR CERTAINES PROVISIONS et CHARGES

A) Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires au 31 décembre 2017

TOTAL MARKETING FRANCE participe à des régimes de prévoyance. Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées.

1 – Décomposition des provisions

Les provisions au 31 décembre se décomposent de la manière suivante (en Milliers d'euros) :

	2017	2016
Provisions Retraites et autres	16 052	10 223
Provisions Médailles du travail	2 475	2 441
	<hr/>	<hr/>
	18 527	12 664

2 – Hypothèses actuarielles

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode prospective dite des « unités de crédits projetées ». L'estimation actuarielle dépend de différentes hypothèses telles que l'ancienneté, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel de l'entreprise ainsi que les hypothèses de revalorisation et d'actualisation.

Les hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation	1.79%	1.84%
Espérance de durée résiduelle moyenne d'activité	10-20 ans	10-20 ans

3 – Commentaires sur la méthode de comptabilisation

TOTAL MARKETING FRANCE enregistre dans ses comptes une provision correspondant à la dette actuarielle nette des actifs de retraite et des gains et pertes actuariels à amortir lorsque cette somme constitue un passif de retraite

Les gains et pertes actuariels, résultant notamment des changements dans les hypothèses, sont amortis linéairement sur la durée de vie active restante du personnel concerné

4- Régimes gérés en interne et régimes en position de passif de retraite confiés à des organismes d'assurances

L'engagement de la société pour les régimes gérés en interne et les régimes en position de passif de retraite confiés à des organismes d'assurance extérieurs se rapproche de la provision constatée de la manière suivante (en Milliers d'euros) :

	2017	2016
Dette actuarielle au 31 décembre	52 048	40 130
Actifs de retraite	-26 791	-13 823
Stocks d'éléments différés à amortir	- 6730	-13 643
Provisions retraites et autres	18 527	12 664

5- Régimes externalisés

L'engagement de la société pour les régimes de retraite et autres non provisionnés s'élève à (en Milliers d'euros) :

	2017	2016
Dette actuarielle au 31 décembre	-	17 424
Actifs de retraite	-	-13 097
Situation nette au 31 décembre	-	4 327

B) Autres provisions

Il a été procédé en 2017 à la constitution de provisions :

- pour risques environnementaux à hauteur de 20 782 K€ pour des stations-services et dépôts.

C) Certificats d'économie d'énergie

La revalorisation du stock de CEE a entraîné une de reprise de provision d'un montant de 19 700 K€ pour votre société au titre de l'exercice.

D) Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi

Le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi, comptabilisé en diminution des charges sociales pour l'année 2017, s'élève à 799 K€

ACTIF IMMOBILISE ET CIRCULANT

En Milliers d'euros

	Montant brut	Degré de liquidité	
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	3 524 966	2 927	3 522 039
ACTIF CIRCULANT	3 121 725	3 121 725	
ECART DE CONVERSION	2 901	2 901	
TOTAL	6 649 592	3 127 553	3 522 039

SITUATION DES DETTES

En Milliers d'euros

	Montant	A un an au plus	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	525 986	525 986		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	155 657	10		155 647
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 511 914	2 511 914		
AUTRES DETTES	22 729	22 729		
ECART DE CONVERSION	2 901	2 901		
TOTAL	3 219 187	3 063 540		155 647

ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

En Milliers d'euros

POSTES	Entreprises liées consolidées par intégration globale	Entreprises liées consolidées par mise en équivalence	Entreprises liées non consolidées : sociétés apparentées (*)
ACTIF			
Participations	399 143	23 518	149 737
(provisions pour dépréciation)	-75 262		-8 408
Créances rattachées à des participations			5 206
(provisions pour dépréciation)			-1 647
Créances clients et comptes rattachés	685 726		1 285
Autres créances			
PASSIF			
Emprunts et dettes financières divers	9		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	749 284	430	611
Autres dettes			
COMPTE DE RESULTAT			
Produits de participation	60 403	12 899	15 102
Profit sur résultat des SNC & filiales			
Autres produits financiers			
Charges financières			

(*) dont le pourcentage de titres détenus est \geq à 20%,

STOCKS DE PRODUITS PETROLIERS ET CONSOMMABLES

En Milliers d'euros

Stocks	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Produits finis	531 416	-35	531 381
Autres Matières Premières	3 898		3 898
Certificats d'économie d'énergie	97 999		97 999
Total	633 313	-35	633 278

PRODUITS A RECEVOIR

En Milliers d'euros

Montants inclus dans les postes suivants du bilan	2017	2016
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	100 570	93 464
Autres créances d'exploitation	452	2 309
Valeurs mobilières de placement		
TOTAL	101 022	95 772

CHARGES A PAYER

En Milliers d'euros

Montants inclus dans les postes suivants du bilan	2017	2016
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	926 349	1 006 803
Dettes fiscales et sociales	220 973	220 135
Autres dettes	0	0
TOTAL	1 147 322	1 226 938

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En Milliers d'euros

	Charges	Produits
Exploitation	4 445	22 469
Exceptionnel	0	0
TOTAL	4 445	22 469

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En Milliers d'euros

	Ventes France	Ventes UE	Exportations	TOTAL
Ventes de marchandises	18 355 499	211 891	529 138	19 096 528
Ventes de prestations	1 945 272	6 156	10 914	1 962 343
TOTAL	20 300 771	218 047	540 053	21 058 871

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En Milliers d'euros

	Capitaux Propres	Dividendes versés	Autres variations	Capitaux Propres
	2016			2017
Capital (dont versé : Euros)	390 554			390 554
Primes d'émission, de fusion, d'apport	516 350			516 350
Réserves :				
Réserve légale	39 055			39 055
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-118 196	118 196		
Résultat de l'exercice n-1 (profit)	176 744	-176 744		
Résultat de l'exercice n (perte)			267 927	267 927
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	64 952		15 986	80 938
TOTAL	1 069 459	-58 548	283 913	1 294 824

CHARGES & PRODUITS EXCEPTIONNELS

En Milliers d'euros

	2017	2016
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-478	-4 966
Valeurs nettes comptables des cessions d'actif :		
- immobilisations corporelles et incorporelles	-6 610	-2 768
- immobilisations financières	-85 465	-2 385
Autres opérations en capital	-451	-47
Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels		
- Amortissements sur immobilisations		
- Amortissements dérogatoires	-6 153	-6 857
- autres provisions	-18 020	-22 323
Total charges exceptionnelles	-117 177	-39 346
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 402	2 664
Produits de cessions sur éléments actif		
- immobilisations corporelles et incorporelles	18 770	18 645
- immobilisations financières	119 569	8 516
Autres opérations en capital	6 101	2 971
Reprises sur provisions exceptionnelles :		
- Amortissements dérogatoires	8 187	6 541
- autres provisions	676	1 739
Transferts de charges	305	
Total produits exceptionnels	155 010	41 076
RESULTAT EXCEPTIONNEL	37 833	1 730

III

Engagements financiers
et
autres informations

CREDIT-BAIL ET ASSIMILES

En Milliers d'euros

2017	PORTIQUES DE LAVAGE	TOTAL
VALEUR D'ORIGINE	53 374	53 374
AMORTISSEMENTS		
Cumuls exercices antérieurs	22 006	22 006
Dotations de l'exercice	9 253	9 253
TOTAL	31 259	31 259
REDEVANCES PAYEES		
Cumuls exercices antérieurs	19 040	19 040
Exercice	8 348	8 348
Abonnement/charge à payer sur exercice		
TOTAL	27 388	27 388
REDEVANCES RESTANT A PAYER		
Exercice	-254	-254
A un an au plus	7 244	7 244
A plus d'un an et cinq ans au plus	11 915	11 915
TOTAL	18 905	18 905
PRIX D'ACHAT RESIDUEL		
TOTAL		
MONTANT PRIS EN CHARGES DANS L'EXERCICE	8 347	8 347

ENGAGEMENTS FINANCIERS

En Milliers d'euros

Engagements	2017	2016
ENGAGEMENTS DONNEES		
Avals et cautions	744 944	637 557
<i>dont cautions douanières données aux filiales</i>	<i>394 062</i>	<i>394 062</i>
Garanties de passif	4 601	4 526
Crédit-Bail	18 905	19 024
Total	768 450	661 107
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
Cautions	1 073 337	1 078 637
Crédit-bail		
Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune		
Total	1 073 337	1 078 637

INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

En Milliers d'euros

	2017	2016
RESULTAT DE L'EXERCICE	267 927	176 744
Impôts sur les bénéfices	131 412	63 545
RESULTAT AVANT IMPOTS	399 339	240 289
Variation des provisions réglementées :		
- Spéciale de réévaluation (amortissements + cessions)		
- Amortissements exceptionnels		
- Amortissements dérogatoires (Dotation nette)	-2 034	316
- Provision pour hausse des prix (Dotation)	18 020	22 002
Sous-total	15 986	22 318
Autres évaluations dérogatoires :		
- Dotation supplémentaire d'amortissement due à la réévaluation		
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES ET HORS IMPÔTS	415 325	262 607

CREANCES & DETTES LATENTES D'IMPOTS

En Milliers d'euros

	ASSIETTE	TAUX I.S.	I.S.
CREANCES LATENTES			
Charges à payer non fiscales (1)	24 849	34,43%	8 556
Provisions non fiscales destinées à couvrir essentiellement des charges futures envers le personnel ou les ayants droit	16 961	34,43%	5 840
Provisions non fiscales diverses	14 051	34,43%	4 838
Provision pour dépréciation	4 201	34,43%	1 446
			20 679
DETTES LATENTES			
Provision pour hausse des prix (PHP)		34,43%	-
Autres provisions réglementées		34,43%	-
Réserve de réévaluation sur titres et provisions prélevées sur ladite réserve		1,81%	-
Réserve de réévaluation sur terrains		34,43%	-
Réserve pour fluctuation des cours		34,43%	-
Plus values latentes sur biens non amortissables (terrains, fonds de commerce.....)		34,43%	-
			0

(1) Congés payés, C3S & Participation des salariés

FISCALITE

TOTAL MARKETING FRANCE fait partie du périmètre d'intégration fiscale formé par TOTAL SA et les filiales qu'elle détient à plus de 95 %.

La Société détermine son résultat fiscal selon les règles de droit commun et acquitte l'impôt sur les sociétés auprès de TOTAL SA.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'est versée par la société, ou par l'une de ses filiales, aux mandataires sociaux de la société.

EFFECTIFS au 31/12/2017

Personnel Salarié	2017
Cadres	541
Non Cadres	701
TOTAL	1 242

Société mère ultime consolidant les comptes de la société

**TOTAL S.A.
2, place Jean Millier
La Défense 6
92400 COURBEVOIE
542 051 180 RCS NANTERRE**